



## HORIZONS AGF

# Capital, engagement et temps : ce dont la transition énergétique a besoin pour réussir

De plus en plus de gouvernements et de sociétés se disent prêts à s'engager, tout comme l'investisseur moyen, semble-t-il. Toutefois, la quête d'un avenir sans carbone est parsemée de difficultés et les conditions actuelles du marché pourraient les accentuer.

Récemment, les membres de l'équipe de gestion de placements d'AGF se sont réunis pour discuter de la transition énergétique et de ce qu'il faudra pour qu'elle fonctionne.

*Les questions et les réponses qui suivent ont été modifiées à des fins de clarté et de concision.*

---

### **Martin Grosskopf**

Vice-président et  
gestionnaire de portefeuille  
Placements AGF Inc.

### **Steve Bonnyman**

Cochef, Recherche sur les actions,  
et gestionnaire de portefeuille  
Placements AGF Inc.

### **Damola Adesoye**

Analyste des  
investissements  
Placements AGF Inc.

### **Dillon Culhane**

Analyste des  
actions  
Placements AGF Inc.

### **John Kratochwil**

Analyste des actions,  
secteurs de l'exploitation minière  
et des matériaux  
Placements AGF Inc.

### **Lazar Naiker**

Analyste des  
actions mondiales  
Placements AGF Inc.



L'un des principaux problèmes à résoudre est le manque de capitaux affectés à la transition.

– Martin Grosskopf

### Comment décririez-vous la transition énergétique à ce jour?

**Martin Grosskopf (M.G.) :** Il y a peu de doute que la plupart des gouvernements dans le monde sont engagés dans une transition énergétique qui amènera l'économie mondiale vers un avenir à faible émission de carbone. La dernière Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui a eu lieu l'année dernière, en est un récent exemple. De plus, un nombre croissant de sociétés partagent ce même type d'engagement. De fait, un récent sondage mené par les analystes des actions de la Bank of America a montré que 92 % des sociétés qu'ils observent ont indiqué s'être engagées ou avoir promis de s'engager à l'égard d'un avenir sans carbone, ce qui signifie que des engagements comme ceux-ci font désormais partie des stratégies d'affaires quotidiennes et sont intégrés dans la mentalité des marchés financiers, du moins dans une certaine mesure.

Cela dit, nous sommes encore bien loin de l'objectif de carboneutralité qui est nécessaire pour maintenir la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels et ainsi de préserver une planète habitable. Or, la hausse se situe probablement plutôt entre 3,5 et 4 degrés Celsius; si elle se poursuit, il pourrait en découler des effets climatiques dévastateurs et d'importantes répercussions sur notre bien-être social et économique. Pire encore, les événements actuels, comme la guerre en Ukraine ou la récente hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, semblent entraver notre ambition de décarboniser et pourraient compliquer davantage une transition déjà longue et difficile.

**Damola Adesoye (D.A.) :** Ce qui rend la transition énergétique si compliquée, c'est que nous essayons de changer la façon dont nous utilisons l'énergie – que ce soit

en ce qui concerne les immeubles que nous habitons, le transport ou l'industrie – mais aussi la façon dont nous la créons. Bien que l'objectif des deux côtés de cette équation soit de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles en les remplaçant par des solutions de recharge moins énergivores en carbone, y compris l'hydrogène vert et les énergies renouvelables comme l'énergie solaire et éolienne, chacun de ces aspects présente plusieurs défis particuliers, qui peuvent tous varier d'une région du monde à l'autre. Par exemple, le mazout est toujours utilisé comme principale source de chauffage dans les bâtiments de certains pays européens, ainsi que dans les régions du nord-est et du Midwest des États-Unis où le climat est froid. Entre-temps, dans le reste de l'Amérique du Nord, le gaz naturel – par l'intermédiaire d'un appareil de chauffage central – est utilisé de manière plus intensive. Par ailleurs, l'Europe ne dispose pas d'énergies renouvelables aussi abondantes que les États-Unis ou le Canada. Les transitions dans ces deux régions pourraient donc être très différentes l'une de l'autre au chapitre des solutions et du rythme des changements.

**Steve Bonnyman (S.B.) :** La consommation d'énergie par habitant continue aussi d'augmenter, car les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de nombreuses régions d'Asie et d'Amérique latine tentent d'améliorer leur niveau de vie. En outre, la capacité structurelle de changer immédiatement la provenance de l'énergie que nous consommons devient encore plus difficile. Qui plus est, ce n'est pas tout le monde qui peut se permettre d'acheter une voiture électrique afin de se débarrasser instantanément des moteurs combustibles. Il n'est pas non plus envisageable de rénover un immeuble ou une maison et de les alimenter par des sources d'énergie renouvelable sans y consacrer beaucoup de temps et d'argent. En fait, la question qui se pose est la suivante : compte tenu de nos infrastructures existantes, un tel changement est-il possible?



Le consommateur moyen peut vous dire qu'il vote pour le captage du carbone, mais cela ne se reflète pas dans sa vie quotidienne.

– Steve Bonnyman

D'ici à ce que nous puissions résoudre ces limitations, la transition prendra un certain temps et sera susceptible d'être accompagnée de soubresauts.

**John Kratochwil (J.K.) :** La Chine est peut-être un bon exemple de ce dont nous venons de parler. Elle cherche à transférer une plus grande partie de sa production d'énergie vers le nucléaire. Selon un récent rapport de BNN Bloomberg, 150 usines seront construites au cours des 15 prochaines années, mais il a probablement fallu de 5 à 10 ans pour tout planifier. Donc, même si nous disons vouloir réduire notre empreinte carbone le plus tôt possible, il est plus raisonnable de croire qu'il faudra deux ou trois décennies pour que cela se concrétise de façon significative.

### La guerre en Ukraine a plongé les marchés de l'énergie dans le chaos, mais quelle en est l'incidence directe sur la transition énergétique?

**Lazar Naiker (L.N.) :** La Russie étant un important producteur de pétrole, de gaz et de charbon, la guerre a eu une incidence directe importante sur l'offre de ces produits de base. Cette situation est principalement imputable aux embargos liés aux importations russes et a entraîné une flambée des prix, car la demande d'énergie est demeurée relativement forte. La grande question est maintenant de savoir ce qu'il faut faire. Compte tenu des engagements visant à atteindre l'objectif de carboneutralité dont il a déjà été question auparavant, il peut sembler paradoxal pour les politiciens de vouloir augmenter la production de pétrole et de gaz, mais tant que notre capacité de production d'énergie renouvelable ne sera pas suffisante, il n'y aura peut-être pas d'autre solution. Malgré la guerre en Ukraine, la crise actuelle de l'offre était prévisible et fait ressortir les dangers d'un abandon trop rapide des

combustibles fossiles. Depuis des années, nous disons aux sociétés énergétiques traditionnelles que nous n'utiliserons plus leurs produits, ce qui les dissuade d'investir le capital nécessaire pour produire l'énergie dont nous avons besoin à court et à moyen termes avant de mettre en place une production renouvelable suffisante.

**S.B. :** La réalité est qu'une grande partie de l'offre a été limitée et que la plupart des gens, en ce moment, sont probablement plus préoccupés par les répercussions économiques de la hausse des prix du pétrole que par les émissions de carbone provenant du pétrole. Il s'agit d'un compromis difficile à faire, mais pas déraisonnable, compte tenu des enjeux.

**Dillon Culhane (D.C.) :** La guerre met en lumière ce qu'on pourrait appeler un « trilemme » énergétique qui nous force à considérer à la fois les compromis entre le coût, la décarbonisation et la sécurité de l'énergie. Bien entendu, parmi ces questions, la sécurité est sans doute la plus importante, alors qu'avant la guerre en Ukraine, on s'en souciait peu. Prenons l'exemple de l'Europe au cours des dernières années : elle a réduit sa production, délocalisé son offre et mis l'accent sur le développement de sa capacité de production d'énergie renouvelable. Mais maintenant, la principale source de pétrole et de gaz en Europe (la Russie) est en fait perdue, ce qui a non seulement fait grimper les prix de l'énergie, mais a aussi placé la décarbonisation au second plan, au profit de la sécurité énergétique. Les gens sont tout simplement plus préoccupés par le chauffage et l'alimentation en énergie de leur maison et par le bon fonctionnement de l'industrie que par l'atteinte des cibles climatiques. Et comme l'Europe a fermé un grand nombre de ses centrales nucléaires et mis un terme à sa production de gaz, de nombreux pays se retrouvent à brûler davantage



La guerre met en lumière ce qu'on pourrait appeler un « trilemme » énergétique qui nous force à considérer à la fois les compromis entre le coût, la décarbonisation et la sécurité de l'énergie.

– Dillon Culhane

de charbon, car il s'agit de la source d'énergie la plus facile à réintroduire. Autrement dit, l'Union européenne tente peut-être d'effectuer une transition trop rapide et en subit maintenant les conséquences.

**D.A. :** À moyen et à long termes, la guerre en Ukraine pourrait toutefois renforcer l'argumentation en faveur de la décarbonisation. Comment assurer la sécurité énergétique lorsque le secteur de l'énergie actuel dépend de régimes qui ne sont pas fiables? En ayant recours aux énergies renouvelables dans un premier temps. Les régions qui disposent de suffisamment d'énergie solaire ou éolienne ne seront pas aussi tributaires du transport pour répondre à leurs besoins énergétiques que celles dans lesquelles ces ressources ne sont pas aussi abondantes. Donc oui, à court terme, nous devons peut-être corriger le déséquilibre actuel entre l'offre et la demande en augmentant la production de combustibles fossiles. Cependant, peut-être que la seule façon d'assurer la sécurité énergétique est de construire plus de parcs éoliens en mer ou d'utiliser plus de ressources énergétiques distribuées comme le stockage dans des batteries ou l'énergie solaire pour les propriétés résidentielles. Autrement dit, nous verrons davantage de ces solutions localisées, parce que nous recherchons la sécurité énergétique et que nous considérons que le risque lié au transport de l'énergie par pipelines ou par pétroliers est trop élevé.

**D.C. :** Nous devons en outre faire la distinction entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. En Amérique du Nord, par exemple, il y a beaucoup de pétrole, de gaz naturel, d'énergie éolienne et d'énergie solaire, tandis qu'en Europe, il y en a beaucoup moins, à l'exception de l'énergie éolienne en mer et des solides ressources solaires dans le Sud. Par conséquent, même si elle souhaite diversifier ses sources d'énergie en s'éloignant du pétrole russe, l'Europe

n'a pas beaucoup d'options pour le remplacer à court terme. Et si elle finit par mettre fortement l'accent sur la décarbonisation pour des raisons de sécurité, elle devra assumer des coûts très considérables.

### Que peut-on faire, le cas échéant, pour accélérer ou faciliter la transition?

**M.G. :** L'un des principaux problèmes à résoudre est le manque de capitaux affectés à la transition. Bon nombre des technologies et des innovations qui sont nécessaires pour y arriver exigent des engagements à long terme de la part des investisseurs. Toutefois, les investisseurs ont manifesté très peu d'intérêt à déployer des capitaux dans le secteur de l'énergie et des infrastructures énergétiques, qu'il s'agisse de l'énergie éolienne et solaire ou du pétrole et du gaz. Ainsi, les rendements des sociétés énergétiques ont été désastreux dans l'ensemble par rapport aux investissements à faible intensité de capital associés aux grandes sociétés technologiques, du moins jusqu'à tout récemment.

De plus, bien qu'il y ait eu une vague d'intérêt pour les placements environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) depuis le début de la pandémie, n'oublions pas que les facteurs ESG ont été écartés pendant 20 ans et qu'ils pourraient de nouveau perdre la faveur des investisseurs, maintenant que les taux d'intérêt augmentent et exercent des pressions à la baisse sur les placements à plus long terme. Au lieu d'investir dans une mine de lithium, qui ne sera pas mise en service avant cinq à sept ans, par exemple, de nombreux investisseurs sont plus enclins à investir dans une action qui peut procurer un rendement immédiat, y compris dans l'une des douzaines de sociétés pétrolières et gazières qui ne sont pas incitées à réinvestir leur capital dans des projets liés à la transition



Comment assurer la sécurité énergétique lorsque le secteur de l'énergie actuel dépend de régimes qui ne sont pas fiables?

– Damola Adesoye

pouvant contribuer à réduire leurs émissions, mais qui sont encouragées à racheter des actions et à verser des dividendes. Pourquoi? Parce que les caisses de retraite, tout comme les investisseurs, veulent des liquidités. Ils veulent un remboursement de capital. Ils ne veulent pas déployer des capitaux dans des projets à long terme.

**S.B. :** En toute justice, certains investisseurs pourraient être mal à l'aise de voir une société pétrolière et gazière réinvestir son capital dans des énergies renouvelables ou dans un autre type de projet lié à la transition, car ce n'est pas son domaine d'expertise. Or, si bon nombre de ces mêmes investisseurs ne sont pas disposés à réinvestir leurs liquidités dans des projets à plus long terme, cela n'aide en rien la transition. C'est ce dont nous avons besoin pour atteindre notre objectif, mais la possibilité d'affecter des capitaux à des entreprises qui offrent un rendement rapide, nécessitent un investissement moindre et sont hautement évolutives a eu pour effet d'éloigner les fonds nécessaires à l'objectif en question. D'ailleurs, nous sommes probablement en retard d'une décennie par rapport à la phase de progrès à laquelle nous devrions ou nous pourrions nous trouver.

**M.G. :** Un bon exemple illustrant cette situation est celui des plus récents résultats trimestriels de l'un des plus importants fournisseurs de lithium, dont le titre a chuté, en partie parce qu'il a annoncé une augmentation de ses dépenses en immobilisations. C'est exactement ce qu'il devait faire, mais il est néanmoins pénalisé.

**J.K. :** Vous souvenez-vous de l'OMI 2020, la règle limitant le soufre dans le carburant? Les entreprises ont eu plusieurs années pour s'y préparer, mais bon nombre d'entre elles n'ont pas effectué les dépenses nécessaires avant les tout derniers mois précédant sa mise en œuvre. En définitive exaspérées, elles ont fini par demander plus de temps, car

généralement, les investisseurs ne veulent pas dépenser de l'argent aujourd'hui pour quelque chose qui ne se produira pas ou qui ne sera pas profitable avant des années. C'est un obstacle qui doit être éliminé, pour que la transition vers la carboneutralité donne des résultats. Il faudra peut-être pour cela que la réglementation soit renforcée ou que les consommateurs prennent les choses en main. Si ces derniers l'exigent vraiment et qu'ils commencent à investir effectivement afin de réaliser cet objectif, il est très probable que la transition se produira.

**D.C. :** Une autre façon de faciliter la transition est de la ralentir, et non de l'accélérer. Le but consiste à atteindre la neutralité en matière d'émissions de carbone, mais nous savons que cela prendra des années, alors pourquoi certains pays contournent-ils les sources d'énergie à faibles émissions de carbone dans l'intervalle? Par exemple, pourquoi ne pas passer du charbon au gaz naturel tant qu'il n'y aura pas d'option plus fiable qui nous permettra d'atteindre notre objectif final? Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation mondiale de charbon n'a jamais été aussi élevée que l'année dernière. Comment est-ce possible? On ne devrait pas produire d'électricité à partir de charbon, mais en Asie, on continue à construire de nouvelles centrales au charbon chaque année. Elles pourraient toutes être remplacées par des centrales au gaz naturel liquéfié (GNL) jusqu'à ce que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le stockage dans des batteries deviennent des solutions plus fiables.

**D.A. :** Le risque lié au changement climatique crée l'urgence. Si nous avons 100 ans pour effectuer la transition, une approche graduelle serait logique sur le plan économique. Mais si nous ne forçons pas l'arrêt de l'utilisation des combustibles fossiles, la période de transition sera trop longue.





Généralement, les investisseurs ne veulent pas dépenser de l'argent aujourd'hui pour quelque chose qui ne se produira pas ou qui ne sera pas profitable avant des années. C'est un obstacle qui doit être éliminé, pour que la transition vers la carboneutralité donne des résultats. – **John Kratochwil**

**D.C. :** Or, c'est presque comme si nous disions que nous ne pouvons pas supprimer la pire source d'énergie émettrice à moins de passer directement à la carboneutralité. Cela ne devrait pas être une solution « tout ou rien ».

### Au-delà du capital et des nouvelles réglementations potentielles, quel rôle le consommateur joue-t-il pour favoriser la transition?

**S.B. :** Tout dépend des consommateurs. Et pas seulement parce qu'ils contrôlent la demande d'énergie. Ce sont eux également qui élisent les gouvernements qui peuvent réglementer la transition et qui ont la possibilité d'investir le capital nécessaire. Cependant, le problème est que trop peu de gens veulent réduire leur mode de vie. D'ici à ce que le monde occidental, plus particulièrement, soit prêt à le faire, notre capacité à répondre à la demande existante à partir des sources actuelles sera insuffisante, et il sera d'autant plus difficile d'y parvenir en misant sur la croissance des nouvelles sources à faible teneur en carbone.

**M.G. :** Le seul répit que nous avons eu dans la tendance à la hausse des émissions de carbone a été au début de la pandémie, lorsque ces émissions ont diminué d'environ 8 %, selon l'AIE, en raison des confinements massifs qui ont eu lieu. Si nous parvenions à conserver ce niveau de diminution, nous atteindrions probablement l'objectif de maintenir la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, mais la plupart des gens n'accepteront jamais un tel changement de façon continue. En fait, nous sommes déjà revenus à des émissions nettement supérieures à ce qu'elles étaient en 2020.

**S.B. :** Considérez les kilomètres parcourus en voiture l'année dernière. Selon la Federal Highway Administration des

États-Unis, les chiffres sont beaucoup plus élevés. Et ces kilomètres ne sont pas parcourus en voitures électriques. Selon Edmunds, un guide de l'auto en ligne, le véhicule le plus vendu en Amérique du Nord est le Ford F150. Le consommateur moyen peut vous dire qu'il vote pour le captage du carbone, mais cela ne se reflète pas dans sa vie quotidienne.

**L.N. :** Ce qui aurait dû se produire en réaction à la crise en Ukraine, c'est une réduction de la consommation. C'est ce qui est logique lorsque 10 % de l'offre mondiale de pétrole est menacée. La réaction que nous avons observée jusqu'ici a plutôt été de soutenir la consommation au moyen de subventions et d'allègements fiscaux. Avant la crise actuelle, nous avons exercé des pressions sur les sociétés énergétiques pour qu'elles réduisent leur empreinte carbone en procédant à des dessaisissements et en réduisant leur production. Nous n'avons pas observé autant d'encouragement à réduire notre consommation ou à proposer des solutions de rechange adéquates. Ce décalage entre l'offre et la demande a donc contribué à notre situation actuelle.

**M.G. :** La meilleure façon d'inciter les consommateurs à consommer moins d'énergie est d'établir une tarification du carbone plus efficace. Les économistes de l'environnement le disent depuis des années. Le coût de l'énergie doit augmenter pour que nous puissions utiliser celle-ci de façon plus consciencieuse. Mais ce n'est pas ce qui fait élire les politiciens et ce n'est pas ce que les gens veulent – du moins dans leur vie quotidienne. C'est là que surviennent les frictions. Il ne faut pas constamment se demander quelle sera la prochaine source d'énergie. Il faut plutôt se poser la question suivante : « comment utiliser moins d'énergie? »

**S.B. :** C'est là le cœur du problème. Ce qui pourrait favoriser le mieux les sources d'énergie sobres en carbone serait



Malgré la guerre en Ukraine, la crise actuelle de l'offre était prévisible et fait ressortir les dangers d'un abandon trop rapide des combustibles fossiles.

– Lazar Naiker

que le prix du baril de pétrole se situe entre 120 \$US et 150 \$US. Faisons en sorte que les sociétés énergétiques tirent profit de ces prix plus élevés et qu'elles les redonnent aux investisseurs au moyen de dividendes; ces derniers pourront les réinvestir dans des sociétés qui comprennent le marché des énergies renouvelables et qui y investissent de façon appropriée. Les sociétés pétrolières et gazières deviendront plus petites au fil du temps, mais sans cette pression sur les prix, on ne peut pas justifier les dépenses en immobilisations nécessaires pour que la décarbonisation fonctionne.

### À cette fin, quels sont certains des moyens dont disposent les investisseurs pour inciter à la transition?

**S.B. :** Pour quelqu'un s'intéressant à une stratégie d'actifs réels élargie lui permettant d'investir dans l'ensemble du secteur de l'énergie, la stratégie « de l'haltère » pourrait être la meilleure à adopter pour le moment. De nombreuses sociétés pétrolières et gazières ont compris qu'elles ne seront pas payées pour prolonger la durée de vie de leurs réserves, de sorte que le capital revient aux investisseurs sous forme de solides rendements en espèces. Ensuite, à l'autre bout du spectre, ces espèces peuvent être réinvesties dans certaines des occasions à plus long terme dont nous avons parlé, y compris les énergies renouvelables comme les parcs éoliens et les services publics qui exploitent ce type d'énergie.

**D.C. :** De plus, les perspectives à court terme des titres traditionnels du secteur du pétrole et du gaz semblent favorables pour bon nombre des raisons mentionnées plus tôt, y compris la plus importante, la pénurie actuelle. Par ailleurs, dans le secteur de l'énergie propre, l'une des options consiste à investir dans des sociétés dont les titres

affichent une valorisation attrayante et qui ont déjà des projets en exploitation générant des flux de trésorerie. De plus, cela pourrait inclure certains des plus grands producteurs pétroliers et gaziers du monde, dont bon nombre investissent massivement dans des projets de captage de carbone et travaillent sur toutes sortes de carburants renouvelables.

**M.G. :** En outre, si un investisseur s'intéresse davantage à une stratégie qui vise spécifiquement à créer un avenir plus durable sans exposition aux combustibles fossiles, il est important que les actifs à long terme – qui sont la clé de la transition – ne soient pas simplement écartés en raison du contexte de taux d'intérêt difficile à l'heure actuelle. Par exemple, les sociétés productrices d'hydrogène pourraient ne pas offrir beaucoup de flux de trésorerie disponibles à court terme, mais la technologie bénéficie d'un solide soutien sur le plan réglementaire et semble bien placée pour être rentable à long terme, pour qui sait se montrer patient. Il pourrait également être approprié d'investir dans différentes composantes de la structure du capital d'une société afin d'atténuer le risque à court terme d'une hausse des taux d'intérêt. Cela signifie détenir les titres de créance d'une société que vous aimez plutôt que les actions, qui peuvent souvent être plus volatiles dans ces conditions. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'engager des capitaux dans les sociétés et les thèmes qui nous donneront les meilleures chances de réaliser l'objectif à long terme de la décarbonisation. Et n'oublions pas le fonctionnement des cycles de marché. Bien que les titres traditionnels du secteur du pétrole et du gaz soient avantagés aujourd'hui et que les titres « verts » soient boudés par les investisseurs, il ne fait aucun doute que cela changera avec le temps. En fait, compte tenu de la piètre performance de certaines de ces sociétés délaissées au cours de la dernière année, le moment est peut-être bien choisi pour y investir de l'argent.



**Martin Grosskopf**

Vice-président et gestionnaire de portefeuille

Placements AGF Inc.

Martin Grosskopf gère les stratégies d'investissement responsable d'AGF et met son savoir-faire sur les questions de durabilité et sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au service des autres équipes d'investissement d'AGF. Leader éclairé en matière de questions ESG et de « finance verte », il donne fréquemment des conférences sur ces sujets. Il est également vice-président du comité technique du Groupe CSA pour la finance verte et en transition, en plus d'avoir siégé au conseil d'administration de l'Association pour l'investissement responsable (AIR).

M. Grosskopf possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des analyses financières et environnementales. Il était auparavant directeur de la recherche, Développement durable, de même que gestionnaire de portefeuille à Acuity Investment Management Inc., que La Société de Gestion AGF Limitée a acquise en février 2011. Avant de faire son entrée dans l'industrie financière, il travailla dans divers domaines liés à la gestion et à l'évaluation de l'environnement, de même qu'à l'atténuation des impacts sur l'environnement. Il a été directeur de projet pour CSA International de 1997 à 2000, après avoir été scientifique spécialisé en environnement pour la société Acres International Limited.

Martin Grosskopf est titulaire d'un baccalauréat de l'Université de Toronto, d'une maîtrise en études environnementales de l'Université York et d'un MBA de la Schulich School of Business.



**Damola Adesoye**

Analyste des investissements

Placements AGF Inc.

Damola Adesoye est analyste des investissements en ce qui concerne la stratégie d'investissement durable d'AGF. À ce titre, il est chargé d'élaborer des idées d'investissement et de voir au maintien des positions existantes, en collaboration avec les analystes responsables des différents secteurs. Il contribue également à la mise au point de nouveaux outils, modèles et rapports visant à étayer le mandat d'investissement durable d'AGF.

Professionnel chevronné de l'investissement, M. Adesoye a fait ses preuves en matière de recherche sur les placements mondiaux, aussi bien dans le cadre de la sélection de titres que de la sélection de stratégies. Avant de se joindre à AGF, il a occupé des postes d'analyste et de spécialiste de la recherche dans les domaines bancaire et de gestion de placements institutionnels.

M. Adesoye est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique, et d'un baccalauréat en ingénierie géomatique de l'Université de Lagos, au Nigéria, en plus d'être analyste financier agréé (CFA®).



**Steve Bonnyman**

Cochef, Recherche sur les actions, et gestionnaire de portefeuille

Placements AGF Inc.

Stephen Bonnyman est cochef de la recherche sur les actions, et gestionnaire de portefeuille responsable des portefeuilles d'actifs réels mondiaux d'AGF. En étroite collaboration avec les équipes de recherche d'AGF, il veille à repérer des sociétés qui possèdent des modèles d'entreprise avantageux, des bilans solides, des structures de coûts favorables, des évaluations attrayantes ou une croissance non reconnue. Steve Bonnyman est membre du Comité de répartition de l'actif AGF, formé de gestionnaires de portefeuille chevronnés qui sont chargés de diverses régions et de différentes catégories d'actif. Les membres du comité se réunissent régulièrement pour échanger, de même que pour analyser et évaluer l'actualité macroéconomique et les marchés de capitaux, afin de formuler des recommandations visant à déterminer une répartition optimale de l'actif.

Il s'est joint à l'équipe d'AGF en 2013 et possède plus de 20 ans d'expérience en matière d'achat et de vente de titres du secteur des matériels sur les marchés mondiaux, y compris cinq années en gestion de capitaux institutionnels. Avant de se joindre à AGF, il était directeur général et analyste dans le domaine des titres miniers pour une grande institution financière, où il était responsable de toutes les activités de recherche et d'analyse boursière à l'échelle mondiale. Il a également occupé des postes d'analyste et de gestionnaire de portefeuille auprès de deux importantes sociétés de gestion d'actifs.

Il est titulaire d'un baccalauréat en géologie de l'Université McMaster, ainsi que d'un MBA de l'Université Dalhousie, en plus d'être analyste financier agréé (CFA®).



**Dillon Culhane**

Analyste des actions

Placements AGF Inc.

Dillon Culhane est analyste des actions au sein de l'équipe des actions nord-américaines AGF. À ce titre, il s'occupe du secteur de l'énergie, plus particulièrement les sociétés pétrolières et gazières, de même que de celui des services aux collectivités.

Avant de se joindre à AGF, M. Culhane était analyste adjoint chargé de la recherche sur les actions dans le secteur de l'énergie, à RBC Marché des capitaux. Auparavant, il a également été associé principal à Deloitte & Touche LLP.

M. Culhane est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Queen's, en plus d'être comptable agréé (CPA) et analyste financier agréé (CFA®).





**John Kratochwil**

Analyste des actions,  
secteurs de l'exploitation minière  
et des matériaux

Placements AGF Inc.

John Kratochwil est analyste des actions au sein de l'équipe de recherche sur les actions nord-américaines AGF, où il s'occupe des secteurs de l'exploitation minière et des matériaux.

Il s'est joint à AGF après avoir travaillé pendant plus de sept ans dans le domaine de la recherche d'actions minières, à Canaccord Genuity. Il était notamment chargé de livrer des analyses à des clients institutionnels internationaux et de gérer divers modèles opérationnels et financiers. Avant de se lancer dans l'industrie de l'investissement, il a occupé différents postes dans d'importantes sociétés minières spécialisées dans les métaux précieux et de base.

M. Kratochwil possède une solide formation technique : il est titulaire d'un baccalauréat ès sciences appliquées en métallurgie et en génie des matériaux de l'Université de Toronto, en plus d'être ingénieur professionnel agréé. Il est également titulaire d'un MBA de la Rotman School of Management de l'Université de Toronto, avec spécialisation en finance et en stratégie d'entreprise.



**Lazar Naiker**

Analyste des actions mondiales

Placements AGF Inc.

Lazar Naiker est analyste des actions mondiales et s'occupe, à ce titre, des secteurs des matériaux et de l'énergie.

Professionnel de l'investissement aguerri, il possède de l'expérience dans le secteur des ressources et dans la gestion de portefeuilles d'actions. Avant de se joindre à AGF, il a travaillé dans le domaine bancaire et dans la gestion d'actif, où il a pu acquérir des compétences dans la recherche sur les actions (vendeur), de même que dans la gestion de fonds et de comptes.

Il est titulaire d'un baccalauréat ès sciences (avec distinction) et d'un baccalauréat en commerce de l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg.



## Pour plus de renseignements, visitez le site [AGF.com](https://www.agf.com)

Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions d'AGF, de ses filiales ou de toute autre société apparentée ou affiliée, et ne peuvent être associés à aucun fonds ni à aucune stratégie d'investissement.

Les commentaires contenus dans le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général et sont fondés sur de l'information disponible au 13 juin 2022; ils ne devraient pas être considérés comme des conseils exhaustifs en matière de placement applicables à la situation d'une personne en particulier. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Les conditions du marché peuvent changer, et Placements AGF n'accepte aucune responsabilité pour des décisions de placement prises par des individus et découlant de l'utilisation ou sur la foi des renseignements contenus dans ce document.

« Bloomberg® » est une marque de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées, y compris Bloomberg Index Services Limited (« BISL ») (collectivement, « Bloomberg »). Ces marques ont été concédées sous licence aux fins de certaines utilisations par La Société de Gestion AGF Limitée et ses filiales. Bloomberg n'est pas affiliée à la Société de Gestion AGF Limitée ou à ses filiales et elle ne donne ni approbation, ni appui, ni examen, ni recommandation à l'égard de tout produit de la Société de Gestion AGF Limitée ou de ses filiales. Bloomberg ne garantit pas la pertinence, l'exactitude ou l'exhaustivité des données ou des renseignements relatifs à tout produit de la Société de Gestion AGF Limitée ou de ses filiales.

Placements AGF est un groupe de filiales en propriété exclusive de La Société de Gestion AGF Limitée, un émetteur assujéti au Canada. Les filiales de Placements AGF sont Placements AGF Inc. (PAGFI), AGF Investments America Inc. (AGFA), AGF Investments LLC (AGFUS) et AGF International Advisors Company Limited (AGFIA). AGFA et AGFUS sont inscrites aux États-Unis à titre de conseillers. PAGFI est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille auprès des commissions de valeurs mobilières à travers le Canada. AGFIA est réglementée par la Central Bank of Ireland et est inscrite auprès de l'Australian Securities & Investments Commission. Les filiales faisant partie de Placements AGF gèrent plusieurs mandats comprenant des actions, des titres à revenu fixe et des éléments d'actif équilibrés.

Le présent document est réservé à l'usage des investisseurs qualifiés au Canada, des investisseurs professionnels en Europe et des investisseurs qualifiés aux États-Unis, ou à celui des conseillers afin de les aider à déterminer quels investissements conviennent le mieux aux investisseurs.

<sup>MD</sup> Le logo « AGF » est une marque déposée de La Société de Gestion AGF Limitée et est utilisé aux termes de licences. Date de publication : le 20 juin 2022.